

Le gambit du Groenland : pourquoi une invasion américaine est peu probable

20 janvier 2026

Andrija Vesic, analyste principal, Recherche

Principaux points à retenir : La probabilité d'une invasion ou d'une annexion du Groenland par les États-Unis est faible, principalement en raison d'importants obstacles politiques, géopolitiques et financiers. Même si les probabilités sont faibles, la matérialisation de ce risque aurait un effet important et perturbateur sur les actifs à risque mondiaux.

Polymarket attribue une probabilité d'environ 10 % à une invasion du Groenland par les États-Unis et d'environ 20 % à une annexion. Bien que ces deux probabilités soient faibles, elles ne sont pas négligeables. La réalisation de l'un ou l'autre de ces risques aurait un effet important et perturbateur sur les actifs à risque mondiaux, y compris les actions, mais aurait probablement l'effet inverse sur le prix de l'or et les devises refuges comme le franc suisse.

Nous estimons que la probabilité d'une invasion ou d'une annexion du Groenland par les États-Unis est faible, conformément aux probabilités citées ci-dessus, principalement en raison i) des coûts politiques intérieurs aux États-Unis, ii) du risque de fracture des alliances militaires américaines, telles que l'OTAN, ce qui pourrait entraîner des conséquences imprévues, notamment une réduction de l'influence américaine dans la région Asie-Pacifique et une augmentation des risques pour Taïwan, et iii) de contraintes financières, comme la possibilité que des investisseurs non américains procèdent à des ventes massives de bons du Trésor américain. La section 2 développe ces raisons.

Malgré ces perspectives constructives, nous prévoyons que la pression politique américaine restera élevée dans un avenir prévisible. Par exemple, les États-Unis pourraient imposer des droits de douane à l'Europe à moins que des négociations structurées ne soient entamées, lesquelles pourraient inclure l'accord du Danemark pour un référendum au Groenland concernant son avenir – qu'il s'agisse de l'indépendance, du maintien de l'association avec le Danemark ou d'une éventuelle adhésion aux États-Unis.

Nous continuons de recommander de rester investi conformément aux directives du rapport *Perspectives* : maintenir une sous-pondération des obligations d'État et une surpondération des actions et de l'or. L'incertitude géopolitique renforce notre position de surpondération sur les actions canadiennes, compte tenu de leur exposition directe à l'or. Nous prévoyons que les rendements des obligations d'État resteront dans une fourchette au cours des 12 prochains mois, avec des risques à la hausse à court terme en raison d'un environnement macroéconomique constructif, d'une demande mondiale robuste d'investissements militaires, de mesures de relance budgétaire en cours dans plusieurs économies, de préoccupations budgétaires au Japon et de défis à long terme auxquels sont confrontés les bons du Trésor américain liés aux pressions institutionnelles, budgétaires et inflationnistes.

Pourquoi les États-Unis ont des intérêts au Groenland

Les principaux objectifs des États-Unis au Groenland sont triples : i) sécuriser le point d'étranglement critique de l'Arctique connu sous le nom de détroits GIUK, ii) protéger les infrastructures vitales d'alerte antimissile et de surveillance spatiale, et iii) renforcer

la coopération stratégique avec les alliés européens sur la défense de l'Arctique. L'abondance des ressources naturelles du Groenland constitue un autre facteur d'attractivité.

Le retrait progressif de la calotte glaciaire arctique ouvre de nouvelles routes maritimes et accroît l'accès de rivaux des États-Unis, tels que la Chine et la Russie. Bien que le Groenland ait historiquement joué un rôle important dans la stratégie militaire américaine, il a reçu relativement peu d'attention de la part des États-Unis et de ses partenaires de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide.

Dans sa récente Stratégie de sécurité nationale (National Security Strategy), les États-Unis articulent leur objectif stratégique de sécuriser leur sphère d'influence au sein de l'hémisphère occidental, tout en s'adaptant à la montée de la Chine en maintenant une approche équilibrée dans un monde de plus en plus multipolaire. L'intérêt du président Trump pour le Groenland reflète un effort américain plus large visant à redonner la priorité aux régions qui ont été négligées par les administrations précédentes, tant républicaines que démocrates, et à renforcer les capacités de défense européennes en réponse à l'évolution de la dynamique mondiale.

Les coûts politiques, géopolitiques et financiers semblent prohibitifs

En définitive, la marge de manœuvre des États-Unis en matière d'invasion ou d'annexion du Groenland est fortement limitée.

Premièrement, la faible appétence politique au sein de l'opinion publique américaine restreint la capacité de Donald Trump à étendre des droits de douane à l'Europe ou à entreprendre des actions agressives telles qu'une invasion du Groenland. Son taux d'approbation net à l'approche des élections de mi-mandat s'établit à -12 points, et selon un sondage Ipsos réalisé il y a une semaine, seul un Américain sur cinq soutient l'intérêt de Trump pour le Groenland. Les électeurs américains manifestent peu de soutien à une guerre commerciale, le sentiment public étant particulièrement négatif à l'égard de l'inflation et de la situation économique. Ces éléments ne sont pas de bon augure pour les perspectives républicaines lors des prochaines élections de mi-mandat.

Deuxièmement, une action militaire contre le Groenland provoquerait une fracture de l'OTAN et entraînerait des coûts (géo)politiques considérables ainsi que des conséquences imprévues. Après tout, l'OTAN est l'alliance militaire la plus puissante au monde, et une telle rupture affaiblirait fortement les États-Unis tout en renforçant la position de la Chine.

Troisièmement, l'Europe détient une part substantielle des actifs financiers américains, environ 8 billions de dollars en bons du Trésor américain et en actions, soit près du tiers de la position extérieure globale nette des États-Unis. Ces dernières années, les flux de capitaux européens vers les actifs américains ont apporté un soutien essentiel au dollar américain, en particulier dans un contexte de déficits jumeaux américains importants. Par conséquent, toute action agressive des États-Unis à l'égard du Groenland pourrait inciter les investisseurs européens à rapatrier leurs capitaux, ce qui nuirait à la performance des marchés financiers américains.

Pris ensemble, ces facteurs rendent peu probable le recours des États-Unis à des mesures agressives au Groenland. Il est plus vraisemblable que les États-Unis atteignent leurs objectifs stratégiques par l'influence et la coopération avec l'Europe, plutôt que par la conquête ou l'annexion.

Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou qui y font référence, ou qui comprennent des termes comme « s'attendre à », « prévoir », « compter », « planifier », « croire », « estimer » ou d'autres termes similaires. De plus, tous les énoncés qui peuvent être faits concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives et les éventuelles mesures futures prises par le fonds sont aussi des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sont pas garants du rendement futur. Ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats et les réalisations réels du fonds diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique, la conjoncture des marchés et des entreprises en général, les fluctuations des prix des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, les changements dans la réglementation gouvernementale et les événements catastrophiques. La liste ci-dessus des facteurs importants qui peuvent influencer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Avant de prendre des décisions de placement, nous vous invitons à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres. Gestion d'actifs CIBC inc. ne s'engage pas, et décline expressément toute obligation, à mettre à jour ou à réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du fonds.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de Gestion d'actifs CIBC inc. en date du janvier 2026, à moins d'indication contraire, et peuvent changer en tout temps. Gestion d'actifs CIBC inc. n'assume aucune obligation ni responsabilité quant à la mise à jour de ces opinions. Ce document vise à donner des renseignements généraux et ne constitue aucunement des conseils financiers, fiscaux, juridiques, comptables ou de placement. Il ne doit être considéré ni comme des prévisions sur le rendement futur des marchés ni comme une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente des titres mentionnés. La situation personnelle de chacun et la conjoncture doivent être prises en compte dans une saine planification des placements. Toute personne voulant utiliser les renseignements contenus dans le présent document doit d'abord consulter son conseiller. Le présent document et son contenu ne peuvent être reproduits sans le consentement écrit de Gestion d'actifs CIBC inc. Le rendement passé peut ne pas se reproduire et n'est pas garant du rendement futur.

^{MD} Le logo CIBC et « Gestion d'actifs CIBC » sont des marques déposées de commerce de la Banque CIBC, utilisées sous licence.